NOV 18|26

iMAG

By Lodj

SPÉCIAL FÊTE DE L'INDÉPENDANCE



SAHARA MAROCAIN

7 JOURS DANS LES PROVINCES DU SUD

Rencontres avec des hommes et des femmes qui racontent, chacun à leur manière, une région en transformation.

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK ! VERSION NON-COMMERCIALE

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

EDITO

Sahara Marocain
le temps de construire l'avenir

- Sahara marocain : le temps de construire l'avenir
- Sahara Marocain : cinquante ans de constance, un tournant décisif
- Autonomie : le pari stratégique du Maroc
- Le Sahara, nouveau moteur du Maroc atlantique
- L'âme hassanie, une richesse transnationale sans frontières
- Du Sahara au Sahel : le Maroc redessine les connexions africaines
- Le Sahara, vitrine d'un Maroc ouvert sur le monde
- Marocains du monde : le grand potentiel à mobiliser
- La jeunesse du Sud face au défi des opportunités
- Sahara 2035 : gagner le pari du développement humain

iMAG

By Lodj

Imprimerie Arrissala

18

NOVEMBRE | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSI
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

CONTRIBUTEURS : ABDELLAH JEDDAD, MOHAMED JEDDAD, ALAE EDDINE BELGHITI AALAOUI, HAJAR ER-RCHAM, MOUNIR LASFAR, MAMOUNE ACHARKI

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma

UNE PAGE DE RECONNAISSANCE

REMERCIEMENTS

À l'occasion de la réalisation de ce hors-série consacré au Sahara marocain, la rédaction de L'ODJ Média tient à exprimer sa sincère gratitude pour l'accueil et la disponibilité dont elle a bénéficié au cours de ses déplacements dans les provinces du Sud.

AUX AUTORITÉS TERRITORIALES

Nos remerciements respectueux vont aux autorités territoriales et aux services déconcentrés de l'État qui ont facilité, dans le cadre de leurs attributions, le bon déroulement de nos rencontres et de notre travail de terrain.

AUX CONSEILS COMMUNAUX

Nous remercions également les présidences, les élus et les équipes administratives des conseils des communes que notre rédaction a eu l'occasion de rencontrer.

LAÂYOUNE	BOUJDOUR	TARFAYA	SMARA

À toutes les personnes qui ont partagé leur temps, leur connaissance des territoires et leur attachement au service public, nous adressons notre reconnaissance.

71e anniversaire de la glorieuse Fête de l'Indépendance : l'épopée d'une nation, la grandeur d'un peuple

À l'occasion de la célébration du 71e anniversaire de la glorieuse Fête de l'Indépendance, toute l'équipe de L'ODJ Média a l'insigne honneur d'adresser ses vœux les plus respectueux et ses félicitations les plus chaleureuses à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste et Le glorifie, en Lui renouvelant l'expression de son indéfectible attachement au Glorieux Trône Alaouite et de sa profonde fidélité.

En cette heureuse circonstance nationale, nous implorons le Tout-Puissant d'accorder à Sa Majesté le Roi Mohammed VI une longue vie, une santé florissante et un bonheur constant, et de renouveler les joies de cette commémoration pour Sa Majesté, Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan, Son Altesse Royale la Princesse Lalla Khadija, Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid, ainsi que l'ensemble des membres de l'Illustre Famille Royale, dans la prospérité, la sérénité et la bénédiction divine.

Nous adressons également nos félicitations les plus sincères à l'ensemble du peuple marocain, en formulant le vœu que le Tout-Puissant préserve notre chère patrie, perpétue les bienfaits de la paix, de la sécurité et de la stabilité, et accompagne le Royaume du Maroc dans sa marche résolue vers davantage de progrès, de développement et de prospérité, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le préserve.



LODJ



71e anniversaire de l'Indépendance

18 NOVEMBRE 2026

Sahara marocain : le temps de construire l'avenir

À la veille de la fête de l'Indépendance, le Sahara marocain écrit une nouvelle page de son histoire

Il y a des dates qui appartiennent à l'histoire. Et puis il y a des moments où l'histoire nous oblige à regarder plus loin. Le Sahara marocain traverse aujourd'hui l'un de ces moments. Plus d'un demi-siècle après la Marche verte et à la veille de la fête de l'Indépendance, alors que le dossier connaît de nouvelles évolutions sur la scène internationale, une question s'impose : comment transformer les avancées diplomatiques et les ambitions nationales en prospérité durable, en opportunités concrètes et en progrès partagé ?



Cinquante et un ans après la Marche verte à la veille de la fête de l'Indépendance,, le Royaume aborde une séquence particulièrement importante. Les développements enregistrés aux Nations unies à la fin d'octobre 2026 marquent une évolution majeure du cadre diplomatique dans lequel s'inscrit la question du Sahara. Ils viennent surtout rappeler la portée d'une stratégie poursuivie avec constance, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Mais l'Histoire ne se résume jamais à une résolution, à une déclaration ou à un événement diplomatique. Elle se construit aussi dans les territoires, dans les institutions, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les entreprises et dans la vie quotidienne des citoyens.

C'est précisément ce Sahara-là que L'ODJ Média est allé rencontrer. Voir le Sahara au-delà des discours À Laâyoune, Boujdour, Tarfaya, Akhfennir, Smara et au fil des rencontres, notre équipe a découvert bien davantage que les manifestations d'une célébration nationale. Nous avons rencontré des hommes et des femmes qui racontent, chacun à leur manière, une région en transformation.

Un journaliste soudanais, témoin de plus de quatre décennies d'histoire marocaine. Des professionnels des médias mauritaniens, porteurs d'une mémoire culturelle qui traverse les frontières. Un journaliste turc, convaincu du potentiel des partenariats entre le Maroc et son pays. Un acteur de la diaspora déterminé à transformer son attachement au Royaume en projets concrets. Nous avons également écouté un responsable territorial raconter les mutations de Boujdour, un représentant de la jeunesse défendre les nouvelles possibilités de l'économie numérique et une professeure de médecine rappeler que le progrès doit d'abord servir l'être humain.

Ces témoignages, différents par leurs parcours et leurs préoccupations, éclairent une même réalité : le Sahara marocain possède une histoire, une identité, des ambitions et des défis qui dépassent largement les seules considérations diplomatiques.

Sous le règne de SM le Roi Mohammed VI, les provinces du Sud occupent une place centrale dans une stratégie associant diplomatie, développement territorial, infrastructures et ouverture africaine.

Cette orientation a progressivement changé les perspectives économiques de la région. Mais une vision, aussi ambitieuse soit-elle, doit se mesurer à ses résultats. Les infrastructures doivent produire des emplois. Les investissements doivent bénéficier aux populations. Les jeunes doivent pouvoir construire leur avenir sans être condamnés à chercher ailleurs les opportunités qui leur manquent.

C'est également cela, servir une ambition nationale : regarder les réalisations avec fierté, sans renoncer à examiner les difficultés avec lucidité. Car la crédibilité du projet marocain repose autant sur sa solidité diplomatique que sur sa capacité à répondre aux aspirations des citoyens.

Ce hors-série n'est donc ni un simple album commémoratif ni une compilation d'entretiens. C'est une invitation à comprendre comment un territoire chargé d'histoire participe aujourd'hui à la construction du Maroc de demain. Nous avons choisi de donner la parole aux témoins, d'interroger les transformations et d'explorer les perspectives. Avec une conviction : la défense de l'intégrité territoriale du Royaume et l'exigence journalistique ne sont pas contradictoires. Au contraire, une information rigoureuse, capable de documenter les acquis et d'éclairer les défis, donne davantage de force à notre compréhension collective.

Après le temps des grandes batailles diplomatiques, vient celui de la consolidation des acquis, de l'approfondissement du développement et de la préparation des générations futures. Car si l'Histoire a fait du Sahara Marocain une grande cause nationale, c'est désormais l'avenir de ses habitants qui doit en être l'une des plus grandes réussites.



Sahara Marocain :
Cinquante ans de constance, un tournant décisif

De la Marche verte de feu Hassan II à la stratégie diplomatique de SM le Roi Mohammed VI, le Maroc a fait du Sahara Marocain une cause nationale inscrite dans la durée. Un demi-siècle de mobilisation, de négociations et de transformations territoriales qui éclaire la portée du tournant diplomatique de 2026.

Le 6 novembre 1975, le Maroc engageait l'une des mobilisations les plus marquantes de son histoire contemporaine. Cinquante et un ans plus tard, la Marche verte demeure le point de départ d'une trajectoire politique et diplomatique dont les méthodes ont évolué, mais dont l'objectif reste inchangé : la consolidation de l'intégrité territoriale du Royaume.

Entre ces deux époques, la question du Sahara a traversé les mutations de l'ordre international, les recompositions africaines et les changements de doctrine diplomatique. Une constante se dégage pourtant : la capacité du Maroc à inscrire son action dans le temps long.



En 1975, face au processus de décolonisation espagnole, Feu Sa Majesté Hassan II fait de la question du Sahara un enjeu de mobilisation nationale. La Marche verte, réunissant quelque 350 000 volontaires, inscrit durablement cette cause dans la conscience collective marocaine. Elle marque également une nouvelle étape dans le processus de retrait espagnol. Mais la dimension populaire de cette mobilisation ne suffit pas à résoudre un différend qui s'internationalise rapidement.

Les années suivantes sont marquées par les affrontements armés, les tensions régionales et les initiatives diplomatiques successives. Le cessez-le-feu de 1991, accompagné du déploiement de la MINURSO, ouvre une période de recherche d'une solution politique sous l'égide des Nations unies. Le processus se heurte cependant à des divergences persistantes sur les modalités du règlement. Cette impasse conduit progressivement le Maroc à privilégier une approche diplomatique renouvelée.

L'accession au Trône de SM le Roi Mohammed VI, en 1999, ouvre une nouvelle séquence dans la conduite du dossier. La défense de l'intégrité territoriale demeure au cœur de la politique nationale, mais elle s'accompagne progressivement d'une stratégie plus large associant diplomatie, développement territorial et diversification des partenariats internationaux.

En 2007, le Royaume présente son initiative d'autonomie pour le Sahara. Ce projet propose une formule de gouvernance territoriale dans le cadre de la souveraineté marocaine et devient la principale référence de sa démarche diplomatique. Parallèlement, le Maroc consolide ses relations africaines, renforce ses partenariats stratégiques et multiplie les initiatives destinées à inscrire les provinces du Sud dans les dynamiques économiques nationales et continentales.

Cette politique repose sur une conviction : la solidité d'une position diplomatique dépend également de la crédibilité du projet politique et économique qui l'accompagne.

La résolution 2797, adoptée en octobre 2025, constitue une étape importante en plaçant davantage l'initiative marocaine d'autonomie au centre des discussions internationales. Le 30 octobre 2026, l'absence d'accord au Conseil de sécurité sur le renouvellement de la MINURSO marque un nouveau tournant dans le traitement du dossier.

Pour Rabat, cette évolution conforte la dynamique politique engagée. Elle ne constitue toutefois pas, à elle seule, un règlement juridique définitif du différend. L'enjeu dépasse désormais la seule reconnaissance des avancées diplomatiques. Il concerne aussi leur traduction institutionnelle, le développement économique et la participation des populations à la gouvernance de leur territoire.

De Hassan II à Mohammed VI, la stratégie marocaine aura ainsi traversé plusieurs phases : mobilisation nationale, recherche d'un règlement international, initiative politique et consolidation diplomatique. Une continuité historique qui ouvre aujourd'hui une question déterminante : comment transformer ces acquis en une architecture institutionnelle capable de répondre durablement aux ambitions du Royaume et aux attentes des marocains ?



ÉMISSION

ÉMISSION SPÉCIALE JOUR DE L'UNITÉ AVEC ABDELLAH LAROUSSI : L'AUTONOMIE, NOUS LA VIVONS COMME UNE RÉALITÉ À BOUJDOUR





PR. AMAL BOURQIA - SANTÉ , GREFFE D'ORGANES ET ABDELHALIM HAFEZ : RENCONTRE SANS FILTRE !

By Lodj

Depuis Tarfaya… Le Club Sahara de la Presse et de la Communication salue les acquis diplomatiques du Maroc et réitère son soutien au Leadership Royal

À la lumière des derniers développements dans le dossier du Sahara marocain, le Club Sahara de la Presse et de la Communication a tenu une réunion extraordinaire à Tarfaya, au cours de laquelle il a examiné les actualités politiques et diplomatiques ainsi que leurs répercussions sur l'avenir de la cause nationale.





Depuis Laâyoune… Les créateurs de contenu marocains célèbrent l'anniversaire de la Marche Verte à leur manière

Une jeunesse créative, des énergies prometteuses et des idées nouvelles se sont réunies à Laâyoune, à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de la Marche Verte, lors d'une rencontre exceptionnelle rassemblant un groupe de jeunes créateurs de contenu venus des différentes régions du Maroc.

Autonomie : le pari stratégique du Maroc

Il y a des mots qui vieillissent mal.
Le mot « impossible » en fait partie.

Pendant des décennies, la question du Sahara a été enfermée dans une impasse diplomatique où les positions semblaient irréconciliables. En proposant, en avril 2007, une initiative d'autonomie sous souveraineté marocaine, le Royaume a choisi de déplacer le débat : plutôt que de prolonger indéfiniment la confrontation, il a présenté une architecture institutionnelle destinée à ouvrir la voie à un compromis politique.

De l'impasse diplomatique à une proposition politique

Près de vingt ans plus tard, cette initiative occupe une place centrale dans les discussions internationales. Mais sa portée dépasse les négociations. Elle interroge directement la manière dont un État peut conjuguer son unité territoriale avec une large capacité de décision accordée aux populations locales.

L'initiative marocaine de 2007 repose sur un principe fondamental : maintenir les attributs essentiels de la souveraineté nationale tout en transférant à la région autonome des compétences étendues. Défense, relations extérieures et prérogatives régaliennes demeureraient du ressort de l'État. En revanche, les institutions régionales disposeraient de responsabilités importantes en matière économique, sociale, culturelle et administrative.

Le projet prévoit notamment un Parlement régional, un exécutif responsable devant cette assemblée et des juridictions compétentes dans les domaines relevant de l'autonomie.

Cette proposition a progressivement gagné en importance dans le processus diplomatique. La résolution 2797, adoptée par le Conseil de sécurité en octobre 2025, a expressément retenu l'initiative marocaine comme base des négociations, tout en maintenant l'objectif d'une solution politique mutuellement acceptable.

Le tournant diplomatique d'octobre 2026 renforce, du point de vue marocain, l'intérêt stratégique de cette approche, sans signifier que le statut proposé serait déjà entré en vigueur.

La crédibilité du projet repose également sur l'évolution de la gouvernance territoriale au Maroc. Depuis la Constitution de 2011 et la mise en œuvre de la régionalisation avancée, les collectivités territoriales disposent de responsabilités accrues dans la planification et la conduite du développement. À Laâyoune, Boujdour ou Dakhla, les conseils élus participent à l'élaboration des programmes territoriaux et à la gestion des priorités locales.



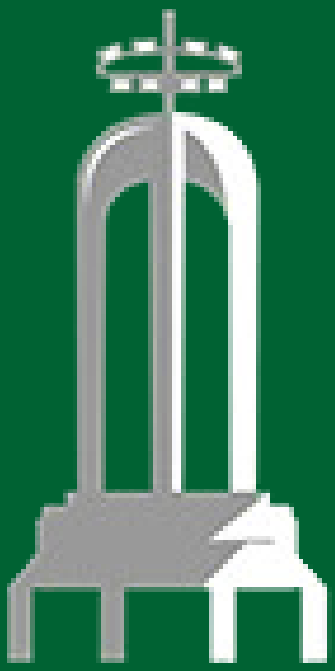
Ces expériences montrent l'importance d'une administration proche des citoyens. Elles révèlent aussi les limites d'une décentralisation qui demeure tributaire des ressources disponibles, de la coordination administrative et de la capacité d'exécution des projets. L'autonomie irait sensiblement plus loin que ce modèle actuel. Elle supposerait une répartition juridique précise des compétences, des mécanismes de financement solides et des institutions pleinement responsables devant les populations. C'est dans cette articulation entre unité nationale et responsabilité territoriale que réside l'originalité de la proposition marocaine.

Sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, la question du Sahara s'est progressivement inscrite dans une stratégie associant diplomatie, développement et modernisation institutionnelle. L'enjeu, désormais, consiste à donner davantage de contenu à cette complémentarité. Une autonomie crédible ne se mesurerait pas uniquement à l'étendue des pouvoirs transférés. Elle devrait garantir une représentation démocratique effective, une gestion transparente des ressources et la capacité des institutions à répondre aux attentes quotidiennes. Emploi, logement, santé, éducation et valorisation du patrimoine hassani deviendraient ainsi des critères essentiels d'évaluation.

La prochaine étape dépendra donc autant de la poursuite du processus diplomatique que de la capacité à préciser les garanties et les modalités d'une éventuelle mise en œuvre. Pour le Maroc, le pari est considérable : faire d'une proposition de règlement politique un modèle de gouvernance capable d'associer stabilité, participation citoyenne et développement durable. Car au-delà des textes et des institutions, c'est sur le terrain que se jugera la portée d'une telle ambition.



LE SAHARA, NOUVEAU MOTEUR DU MAROC ATLANTIQUE



Longtemps perçu à travers le seul prisme de la question territoriale, le Sahara marocain s'affirme progressivement comme l'un des espaces stratégiques du développement économique national. De Laâyoune à Dakhla, les investissements engagés depuis plusieurs années dessinent une nouvelle géographie productive, tournée vers l'Atlantique et les marchés africains.

Cette évolution traduit un changement d'approche. Il ne s'agit plus uniquement d'équiper les provinces du Sud, mais de leur donner les moyens de produire, d'exporter et d'attirer les investissements. Une orientation au cœur de la vision portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Le tournant économique prend une dimension particulière en 2015, lorsque le Souverain annonce à Laâyoune un nouveau modèle de développement des provinces du Sud, initialement doté de 77 milliards de dirhams. L'objectif est de rompre avec une logique essentiellement fondée sur les équipements publics pour favoriser une économie territoriale plus productive.

La voie express Tiznit-Dakhla, longue d'environ 1 055 kilomètres, illustre cette ambition. En améliorant les liaisons routières entre le centre du Royaume et ses provinces méridionales, elle contribue à réduire les contraintes logistiques et à renforcer la circulation des marchandises et des personnes.

Mais le projet le plus emblématique demeure le port Dakhla Atlantique. Avec un investissement désormais évalué à plus de 15 milliards de dirhams et un chantier avancé d'environ trois quarts à l'automne 2026, cette infrastructure ambitionne de devenir une plateforme maritime majeure. Sa mise en exploitation est prévue à partir de 2029. À terme, le port devrait soutenir les activités industrielles, halieutiques et logistiques, tout en renforçant les connexions commerciales entre le Maroc, l'Afrique de l'Ouest et les marchés internationaux.

Au-delà des infrastructures, le Sahara dispose d'atouts économiques considérables. Son potentiel éolien et solaire lui confère une place particulière dans les ambitions énergétiques du Royaume, notamment avec les perspectives offertes par l'hydrogène vert. La pêche maritime, la transformation des produits de la mer, l'agriculture adaptée aux conditions arides et le tourisme constituent d'autres moteurs possibles de diversification.

Dakhla s'est notamment positionnée sur le tourisme sportif, portée par l'attractivité internationale de sa lagune. Laâyoune concentre une partie importante des activités administratives et économiques régionales, tandis que Boujdour poursuit son développement urbain et ses efforts d'équipement.

Cette diversité territoriale constitue une force, à condition de construire des complémentarités entre les villes plutôt qu'une concentration des investissements dans quelques grands pôles.

Cependant, l'ampleur des projets engagés ne garantit pas automatiquement leur réussite économique et sociale. La création d'emplois durables, l'intégration des petites entreprises locales, la formation professionnelle et l'accès des jeunes aux nouvelles activités seront déterminants.

Le développement devra également composer avec des contraintes environnementales importantes, particulièrement la disponibilité des ressources hydriques et la préservation des écosystèmes côtiers.

Ainsi, le Maroc a posé les fondements d'une transformation structurelle de ses provinces du Sud. La prochaine étape consistera à renforcer leur capacité à générer une croissance autonome, compétitive et inclusive. L'ambition atlantique du Royaume ne repose donc pas seulement sur la construction d'un grand port ou d'une nouvelle route commerciale. Elle suppose l'émergence d'un territoire capable de valoriser ses ressources, ses compétences et ses particularités.



Car la véritable puissance économique du Sahara se mesurera autant à son rayonnement international qu'aux perspectives offertes à ses habitants.

L'ÂME HASSANIE

une richesse transnationale sans frontières

Dans les provinces du Sud du Maroc, la culture hassanie ne se découvre pas uniquement dans les festivals ou les musées. Elle se vit au quotidien, dans les conversations familiales, les cérémonies du thé, les vêtements traditionnels et les récits transmis entre générations. À Laâyoune, Boujdour ou Smara, cet héritage demeure un marqueur profond de l'identité locale, malgré les transformations économiques et sociales que connaissent ces territoires.

Loin de constituer un simple folklore, la culture hassanie raconte une histoire collective façonnée par le désert, les échanges commerciaux, les traditions nomades et les relations humaines qui ont longtemps structuré l'espace saharien. Elle s'est développée à travers un vaste espace reliant le sud du Maroc à la Mauritanie et à différentes régions sahéliennes. Cette continuité historique explique les nombreuses similitudes observées dans les pratiques sociales, les expressions linguistiques et les traditions familiales.

Le hassani, variété de l'arabe marquée par plusieurs influences historiques, occupe une place centrale dans cette transmission. Il constitue un patrimoine linguistique vivant, porteur d'une mémoire collective particulièrement riche. La poésie y joue un rôle essentiel. Traditionnellement, elle accompagne les événements sociaux, conserve le souvenir des personnages marquants et transmet les valeurs du groupe.
La musique hassanie, notamment à travers ses traditions instrumentales et vocales, prolonge cette fonction mémorielle. Dans les sociétés sahariennes, les familles de musiciens ont historiquement participé à la conservation des généalogies, des récits et des événements importants. Leur contribution dépasse ainsi la seule dimension artistique.

La reconnaissance institutionnelle de cet héritage constitue une étape importante dans la valorisation de la diversité nationale. La Constitution marocaine de 2011 inscrit explicitement la composante saharo-hassanie parmi les fondements de l'identité du Royaume. Son article 5 affirme également l'engagement de l'État en faveur de la préservation du hassani.

Cette reconnaissance traduit une conception de l'unité nationale fondée sur la complémentarité des héritages culturels. La richesse du Maroc réside précisément dans cette diversité, où les traditions sahariennes trouvent naturellement leur place aux côtés des composantes amazighe et arabe.

Dans les provinces du Sud, cette identité demeure particulièrement visible. La draa portée par les hommes, la melhfa traditionnelle des femmes, l'hospitalité autour du thé et les rencontres sous la tente continuent de rythmer de nombreuses occasions familiales et collectives. Ces pratiques expriment une manière d'habiter le monde où la convivialité, la transmission et le respect occupent une place importante.



Mais la culture hassanie fait aujourd'hui face à une transformation profonde de son environnement. L'urbanisation, la généralisation des technologies numériques et l'évolution des modes de vie modifient les conditions traditionnelles de transmission. Les jeunes générations grandissent dans des villes connectées, fréquentent les universités, développent de nouvelles pratiques culturelles et construisent des identités ouvertes sur le monde.

L'enjeu n'est donc pas d'opposer modernité et tradition, mais de permettre à cet héritage de continuer à évoluer. L'enseignement, les productions audiovisuelles, l'édition, les festivals et les plateformes numériques peuvent contribuer à préserver les expressions hassanies tout en favorisant leur renouvellement. Cette ambition suppose également de soutenir les artistes, les chercheurs et les initiatives locales engagées dans la sauvegarde du patrimoine immatériel. Car une culture ne demeure vivante que lorsqu'elle continue à être pratiquée, transmise et réinventée.

À l'heure où le Sahara marocain renforce son ouverture économique et internationale, la culture hassanie représente bien davantage qu'un héritage à protéger. Elle constitue une ressource humaine et culturelle capable d'accompagner son rayonnement. Dans cette identité qui traverse les générations et dialogue avec les sociétés voisines se dessine aussi l'une des forces du Maroc : celle de construire son avenir sans renoncer à la profondeur de ses racines.

By Lodj

Sport, éducation et médias à l'honneur à Boujdour : de nouveaux partenariats pour l'avenir.

À l'occasion du 4e Forum international des journalistes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, plusieurs conventions de coopération ont été signées à Boujdour, ciblant le développement du sport, de l'éducation, des médias et de la formation.





Annonce historique depuis Smara… La région de Laâyoune-Sakia El Hamra devient officiellement une région sans bidonvilles !

À l'occasion du 1er anniversaire de la Fête de l'Unité et du 51e anniversaire de la Marche Verte, le ministre Samir Belfkih et la ministre déléguée Fatima Saâdi ont annoncé que la région de Laâyoune-Sakia El Hamra est désormais officiellement déclarée « région sans bidonvilles », après que Smara a rejoint Laâyoune et Boujdour.

DU SAHARA AU SAHEL

le Maroc redessine les connexions africaines

En proposant aux pays enclavés du Sahel un accès à l'océan Atlantique, SM le Roi Mohammed VI place le Sahara marocain au cœur d'une nouvelle ambition continentale. Une stratégie qui associe développement, coopération Sud-Sud et repositionnement géopolitique du Royaume en Afrique.

Pendant longtemps, le Sahara a été perçu comme une frontière naturelle, un immense espace désertique séparant le Maghreb de l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, le Maroc ambitionne d'inverser cette logique. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, les provinces du Sud sont appelées à devenir un trait d'union entre les économies africaines, les marchés internationaux et l'espace atlantique.

Cette vision repose sur une conviction stratégique : l'intégration économique peut contribuer à répondre aux fragilités du Sahel, région confrontée à l'enclavement, à l'insécurité et à de profondes difficultés de développement.

Le 6 novembre 2023, à l'occasion du 48e anniversaire de la Marche verte, SM le Roi Mohammed VI annonce une initiative internationale destinée à faciliter l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique. Le projet s'adresse notamment au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad, quatre pays dont l'absence de façade maritime complique les échanges commerciaux.



L'idée est de mettre à leur disposition les infrastructures routières, portuaires et logistiques marocaines, tout en favorisant la modernisation des réseaux de transport reliant ces États aux débouchés maritimes.

Cette démarche traduit une évolution importante de la diplomatie africaine du Royaume. Plutôt que de limiter la coopération aux accords bilatéraux, Rabat propose une architecture régionale fondée sur la circulation des marchandises, les investissements et les complémentarités économiques. Le projet s'inscrit ainsi dans la continuité de la politique africaine du Maroc, dont le retour du Maroc à l'Union africaine en 2017 constitue l'une des étapes majeures.

Pour concrétiser cette ambition, les provinces du Sud occupent une position déterminante. La voie express Tiznit-Dakhla et le futur port Dakhla Atlantique doivent contribuer à structurer un corridor logistique reliant le Maroc à son environnement africain. À terme, cette plateforme pourrait faciliter l'exportation de produits agricoles, miniers et industriels, tout en favorisant l'approvisionnement des marchés sahéliens.

En améliorant les connexions entre territoires, le Maroc entend encourager l'émergence de nouveaux espaces de coopération économique et renforcer son rôle d'interface entre l'Europe et l'Afrique. Cette stratégie repose également sur une réalité historique souvent négligée : les échanges humains et commerciaux entre le Maroc et les régions sahéliennes existaient bien avant l'établissement des frontières contemporaines.

Le projet bénéficie d'un intérêt politique manifeste. En avril 2025, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont réaffirmé leur soutien à l'initiative marocaine. Les consultations se sont poursuivies avec les partenaires concernés. Mais le passage de la vision à sa réalisation demeure complexe. Financement des infrastructures, sécurité des corridors, coordination douanière et stabilité politique constituent autant de conditions indispensables à la réussite du projet.

Les futurs itinéraires devront également démontrer leur compétitivité face aux voies commerciales déjà utilisées par les pays sahéliens. C'est précisément sur ce terrain que se jouera la crédibilité de l'ambition atlantique.

Pour le Maroc, l'enjeu est de faire du Sahara non seulement un espace de développement national, mais également une plateforme de prospérité régionale. En plaçant la coopération économique au centre de sa stratégie africaine, le Royaume défend une approche où les infrastructures deviennent des instruments d'intégration et de stabilité. Le pari est considérable : transformer un espace longtemps associé aux distances et aux séparations en un territoire de connexions, d'échanges et d'opportunités partagées.

ÉMISSION

TILT SPÉCIAL - ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC SAMIR HAJIJE : MAROCAINS DU MONDE & DÉVELOPPEMENT





S.HAJIJE: L'HOMME DERRIÈRE LE PARCOURS | DE TOULOUSE AU MAROC, UNE VIE D'ENGAGEMENT ET DE RÉSILIENCE

Le Sahara vitrine d'un Maroc ouvert sur le monde

De Laâyoune à Boujdour, les provinces du Sud renforcent leur visibilité internationale à travers la diplomatie, la culture, le tourisme et les échanges économiques. Sous l'impulsion de Mohammed VI, cette ouverture accompagne une ambition plus large : faire du Sahara marocain un espace d'attractivité, de coopération et de rayonnement africain.

À Laâyoune et Boujdour, la présence de journalistes étrangers, les rencontres culturelles et les initiatives de coopération témoignent d'une évolution progressive du rayonnement international du Sahara marocain. Ces territoires, longtemps principalement associés à la question diplomatique, deviennent également des espaces d'échanges, de rencontres et d'opportunités économiques.

Cette transformation s'inscrit dans la vision stratégique portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI : accompagner la consolidation de l'intégrité territoriale par le développement, l'ouverture internationale et la multiplication des partenariats. Désormais, l'enjeu ne consiste plus seulement à faire connaître les provinces du Sud, mais à inscrire durablement leurs territoires dans les réseaux économiques, culturels et institutionnels internationaux.

L'internationalisation des provinces du Sud prend plusieurs formes. Sur le plan institutionnel, l'ouverture de représentations consulaires étrangères à Laâyoune et Dakhla, engagée depuis 2019, constitue un élément important de la diplomatie marocaine. Pour Rabat, ces implantations traduisent le soutien de partenaires internationaux à sa position sur le Sahara.



Mais cette ouverture ne se limite pas aux relations entre États. À Boujdour, la quatrième édition du Forum international des journalistes d'Afrique et du Moyen-Orient, organisée du 30 octobre au 1er novembre 2026, illustre une autre dimension du rapprochement international. En réunissant des professionnels des médias venus de différents horizons, cette manifestation favorise les échanges d'expériences et contribue à une meilleure connaissance des réalités territoriales, économiques et culturelles.

Ces rencontres participent à l'émergence d'une diplomatie de proximité, dans laquelle les institutions locales, les associations et les professionnels deviennent également des acteurs du rayonnement national. L'attractivité internationale du Sahara marocain repose aussi sur ses particularités culturelles et naturelles. À Tarfaya, l'héritage d'Antoine de Saint-Exupéry constitue un pont historique entre le Maroc et la France. En février 2025, une visite ministérielle française a notamment permis d'annoncer un projet de valorisation numérique de cette mémoire littéraire et aéronautique.

À Dakhla, le développement du tourisme sportif, particulièrement autour du kitesurf, a contribué à faire connaître la destination auprès d'une clientèle internationale. Ces exemples illustrent la diversité des ressources que les provinces du Sud peuvent mobiliser pour renforcer leur attractivité. La culture hassanie, les manifestations artistiques et les initiatives patrimoniales constituent d'autres atouts pour construire une image fondée sur l'identité, la créativité et l'ouverture. Toutefois, la visibilité internationale ne saurait constituer une finalité en elle-même. Son intérêt dépend des retombées économiques, des opportunités professionnelles et de la valorisation effective des compétences locales.

Le véritable défi réside désormais dans la consolidation de cette dynamique. Attirer des visiteurs, accueillir des événements ou développer des relations institutionnelles représente une première étape. Construire des partenariats économiques durables exige davantage : des infrastructures adaptées, un environnement favorable à l'investissement et une capacité à accompagner les porteurs de projets. Dans cette perspective, les collectivités territoriales et les entreprises locales disposent d'un rôle croissant à jouer. L'ouverture internationale peut également favoriser la formation, les échanges universitaires et le transfert de compétences, notamment à travers les réseaux des Marocains résidant à l'étranger.

Le Sahara marocain s'inscrit ainsi dans une stratégie qui associe diplomatie, développement et rayonnement continental. Car la véritable mesure de son ouverture sur le monde ne sera pas seulement le nombre de partenaires attirés, mais sa capacité à transformer ces relations en investissements, en savoir-faire et en perspectives durables pour les habitants.

By Lodj



Depuis Tarfaya… Le Club Sahara de la Presse et de la Communication salue les acquis diplomatiques du Maroc et réitère son soutien au Leadership Royal

À la lumière des derniers développements dans le dossier du Sahara marocain, le Club Sahara de la Presse et de la Communication a tenu une réunion extraordinaire à Tarfaya, au cours de laquelle il a examiné les actualités politiques et diplomatiques ainsi que leurs répercussions sur l'avenir de la cause nationale.

Marocains du monde

le grand potentiel à mobiliser

Au-delà des transferts financiers, les Marocains résidant à l'étranger représentent un vivier de compétences, d'investisseurs et de réseaux internationaux. Dans la vision de Mohammed VI, leur mobilisation constitue un levier stratégique pour accompagner le développement du Royaume, notamment dans ses provinces du Sud.

Ils sont ingénieurs, médecins, entrepreneurs, chercheurs ou responsables associatifs. Installés en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique ou dans les pays du Golfe, les Marocains du monde constituent l'une des principales forces de rayonnement international du Royaume. Longtemps appréciée essentiellement pour ses transferts financiers, cette diaspora possède pourtant un potentiel bien plus large : celui de participer directement à la transformation économique et technologique du Maroc.

Dans les provinces du Sud, où les investissements structurants ouvrent de nouvelles perspectives, cette mobilisation pourrait devenir un levier important de développement territorial. Les Marocains résidant à l'étranger occupent une place majeure dans l'économie nationale. Leurs transferts dépassent désormais les 117 milliards de dirhams par an, selon les données rappelées par le ministère des Affaires étrangères en mai 2025.

Mais cette contribution financière ne reflète qu'une partie de leur véritable potentiel. La diaspora marocaine compte des profils hautement qualifiés dans l'ingénierie, les technologies numériques, la médecine, l'industrie et la recherche scientifique. Ces compétences ont acquis des expériences au sein d'écosystèmes économiques et institutionnels diversifiés. Leur valeur ajoutée ne réside donc pas uniquement dans les capitaux susceptibles d'être investis, mais aussi dans les méthodes de travail, les réseaux professionnels et les savoir-faire qu'elles peuvent transmettre.

Dans le Sahara marocain, ces ressources pourraient accompagner l'émergence de petites entreprises innovantes, de projets touristiques, d'initiatives éducatives et de partenariats scientifiques.

La mobilisation des compétences marocaines à l'étranger constitue une priorité affirmée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Dans son discours du 20 août 2022, le Souverain appelait déjà à établir une relation structurelle avec les talents de la diaspora et à renforcer l'accompagnement de leurs initiatives.
Cette orientation a pris une nouvelle dimension lors du discours royal du 6 novembre 2024, consacré notamment à la réforme des institutions chargées des Marocains résidant à l'étranger. La restructuration du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger et le projet de Fondation Mohammedia des MRE visent à améliorer la coordination institutionnelle et à faciliter la participation des MRE au développement national.

L'ambition est claire : dépasser une approche principalement administrative pour construire une véritable politique de mobilisation des compétences. Cette évolution rejoint les besoins des provinces du Sud, appelées à développer de nouvelles activités économiques et à renforcer leurs connexions internationales. La réussite de cette stratégie dépendra cependant de sa traduction concrète. Complexité administrative, difficultés d'accès à l'information, délais de traitement et manque d'accompagnement peuvent décourager les investisseurs issus de la diaspora. En mai 2025, le ministère des Affaires étrangères soulignait ainsi que seulement 10 % des transferts des Marocains du monde étaient destinés à l'investissement.

Les Centres régionaux d'investissement, les collectivités territoriales et les établissements de formation pourraient jouer un rôle déterminant dans la création de passerelles entre les compétences expatriées et les besoins locaux. Dans les provinces du Sud, l'objectif serait notamment de favoriser les projets associant entrepreneurs de la diaspora et acteurs économiques installés sur place. Une complémentarité essentielle pour éviter que les initiatives extérieures ne restent isolées des réalités territoriales. Le Maroc dispose d'une ambition renouvelée pour sa diaspora. Dans le Sahara marocain, sa concrétisation pourrait contribuer à faire émerger une génération d'entreprises et de compétences capables de participer durablement à la transformation du territoire.

ÉMISSION

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC LE DOYEN DES JOURNALISTES TALHA JIBRIL : SOUVENIRS ET TÉMOIGNAGES VIVANTS SUR LES PROVINCES DU SUD MAROCAIN





TILT SPÉCIAL FÊTE DE L'UNITÉ DEPUIS BOUJDOUR : LES RELATIONS MAROCO-TURQUES, ENTRE PROFONDEUR HISTORIQUE ET PERSPECTIVES DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La jeunesse du Sud

face au défi des opportunités

Formation, emploi, entrepreneuriat et intelligence artificielle : les jeunes des provinces du Sud aspirent à devenir les acteurs de leur propre développement. Sous l'impulsion de Mohammed VI, les ambitions économiques du Sahara ouvrent de nouvelles perspectives, mais leur réussite dépendra de la capacité à transformer les investissements en opportunités concrètes.

À Laâyoune, une nouvelle génération entend prendre sa place dans les transformations économiques et sociales des provinces du Sud. Entre création numérique, entrepreneuriat, formation et nouvelles technologies, les aspirations évoluent. Les jeunes ne souhaitent plus seulement bénéficier des programmes de développement : ils veulent participer à leur conception, créer leurs propres activités et construire leur avenir sur leur territoire.

Cette ambition intervient à un moment déterminant. Alors que les grands investissements structurants modifient progressivement l'économie du Sahara marocain, la question de l'emploi et de l'intégration professionnelle devient l'un des principaux critères de réussite de cette transformation.

Mais le développement des infrastructures ne se traduit pas automatiquement par une amélioration du marché du travail. Selon le Haut-Commissariat au Plan, le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle atteignait 26,2 % dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra au deuxième trimestre 2026, contre 14,7 % à l'échelle nationale.

Cet écart souligne l'importance des besoins d'insertion professionnelle. Il ne traduit pas une absence de potentiel économique, mais révèle la nécessité de mieux articuler formation, investissement et besoins des entreprises. Les secteurs portuaire, énergétique, touristique et industriel pourraient créer de nouvelles opportunités. Encore faut-il que les jeunes disposent des qualifications nécessaires pour y accéder.

La formation professionnelle, l'enseignement supérieur et les partenariats avec les entreprises apparaissent ainsi comme des leviers essentiels. L'économie numérique ouvre parallèlement des perspectives moins dépendantes des contraintes géographiques. Création audiovisuelle, développement informatique, communication digitale, cybersécurité et intelligence artificielle constituent autant de domaines dans lesquels les compétences peuvent être valorisées à l'échelle nationale et internationale.

À Laâyoune, l'organisation de la troisième édition du Festival national des jeunes créateurs de contenu, réunissant des représentants des différentes régions du Royaume, illustre l'intérêt croissant porté à ces activités. Ces manifestations permettent de révéler des talents et d'encourager la créativité. Mais leur véritable impact dépend de l'accompagnement proposé après les compétitions.Transformer un créateur de contenu en entrepreneur exige des compétences en gestion, en commercialisation et en maîtrise des outils technologiques. De même, l'intégration de l'intelligence artificielle dans les parcours de formation suppose un accès équitable aux équipements, aux ressources et à un encadrement qualifié. Le numérique ne constitue donc pas une solution automatique au chômage. Il représente une opportunité à structurer.

Au-delà des compétences, la réussite des politiques de jeunesse repose sur la relation entre les citoyens et les institutions. Les maisons de jeunes, les centres de formation et les dispositifs d'accompagnement peuvent devenir de véritables espaces d'insertion économique, à condition de dépasser leur fonction traditionnelle d'animation.Sous la conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la valorisation du capital humain constitue une dimension essentielle du développement national. Dans les provinces du Sud, cette orientation prend une importance particulière : les nouvelles infrastructures doivent s'accompagner d'une génération capable de les exploiter, de créer des entreprises et de porter l'innovation.

L'enjeu consiste désormais à mesurer les résultats : combien de jeunes formés accèdent à un emploi ? Combien de projets deviennent viables ? Combien d'entreprises locales bénéficient des investissements engagés ? Car la transformation du Sahara marocain ne se jouera pas uniquement dans ses ports, ses routes ou ses zones industrielles. Elle se mesurera aussi à la capacité de sa jeunesse à vivre, entreprendre et réussir sur son propre territoire.

ÉMISSION

MAROC ET MAURITANIE : LIENS DU SANG ET DE L'HISTOIRE... ANALYSE EXCLUSIVE D'ABDERRAHMANE SIDIBATT, DIRECTEUR DU SITE "HALA RIM"





TILT DU SAHARA MAROCAIN | LA CULTURE HASSANIE UNIT LE MAROC ET LA MAURITANIE... UNE HISTOIRE COMMUNE ET UNE IDENTITÉ QUI TRANSCENDE LES FRONTIÈRES

Sahara 2035 :

gagner le pari du développement humain

Après les avancées diplomatiques et les grands chantiers économiques, une nouvelle étape s'ouvre pour les provinces du Sud. Santé, éducation, innovation, environnement et qualité de vie : la réussite de la vision portée par Mohammed VI se mesurera désormais à sa capacité à transformer durablement le quotidien des populations.



À quoi ressemblera le Sahara marocain en 2035 ? À des villes davantage connectées, des infrastructures plus performantes et des investissements plus nombreux, certainement. Mais l'essentiel pourrait se jouer ailleurs : dans la qualité des services publics, les perspectives offertes aux jeunes et la capacité des habitants à bénéficier pleinement des transformations de leur territoire.

Après plusieurs décennies consacrées à la consolidation territoriale, aux infrastructures et au développement économique, les provinces du Sud abordent une étape décisive. Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, l'ambition marocaine dépasse désormais la logique du rattrapage pour envisager un modèle de développement durable, compétitif et humain.

Le nouveau modèle de développement des provinces du Sud, lancé en 2015, a donné une impulsion majeure à la modernisation territoriale. Routes, équipements publics, projets énergétiques et infrastructures économiques ont progressivement modifié les perspectives régionales. Mais la prochaine décennie devra répondre à une question plus exigeante : comment mesurer concrètement les effets de ces investissements sur la vie des populations ?

La réponse passera notamment par l'accès à l'emploi, la qualité de l'enseignement, la proximité des soins et la réduction des disparités entre centres urbains et zones moins densément peuplées. À Laâyoune, la création d'une faculté de médecine et les investissements hospitaliers témoignent de cette volonté de renforcer les capacités sanitaires régionales. Le véritable enjeu sera cependant de garantir la disponibilité des professionnels, la continuité des soins et la prévention des maladies chroniques. Car construire un établissement constitue une étape ; assurer durablement son efficacité en représente une autre.

L'intelligence artificielle, la télémédecine et les technologies numériques pourraient jouer un rôle croissant dans l'amélioration des services publics. Dans des territoires caractérisés par de grandes distances, ces outils offrent des perspectives intéressantes pour faciliter le suivi médical, la formation et l'accès aux administrations. Leur efficacité dépendra toutefois de la qualité des données, de la formation des professionnels et de garanties solides en matière de protection des informations personnelles. La dimension environnementale sera tout aussi déterminante. La rareté de l'eau, la pression sur les écosystèmes côtiers et les besoins énergétiques imposent une planification rigoureuse. Le dessalement, les énergies renouvelables et l'économie circulaire peuvent contribuer à répondre à ces défis, à condition d'être intégrés dans une stratégie cohérente de gestion des ressources. L'avenir économique du Sahara devra ainsi conjuguer compétitivité et responsabilité écologique.

À l'horizon 2035, la réussite du projet marocain dépendra également de la qualité de sa gouvernance. Les collectivités territoriales devront disposer des moyens nécessaires pour accompagner les initiatives locales, attirer les investissements et répondre aux besoins des citoyens. La jeunesse, les entrepreneurs, les femmes et les compétences marocaines du monde auront un rôle essentiel dans cette nouvelle étape. Le défi consiste à passer d'un développement principalement impulsé par l'investissement public à une dynamique davantage portée par les entreprises, l'innovation et les talents locaux.

C'est là que réside toute la portée de la vision royale : inscrire durablement les provinces du Sud dans une trajectoire associant souveraineté, prospérité et progrès humain. Le Sahara marocain de 2035 ne se construira pas uniquement à travers ses grands projets. Il se dessinera aussi dans les salles de classe, les centres de santé, les entreprises et les initiatives citoyennes. Car après avoir fait du Sahara une grande cause nationale, le Maroc possède désormais l'ambition d'en faire l'une de ses plus grandes réussites collectives.

ÉMISSION

« TILT DEPUIS LE SAHARA MAROCAIN AVEC MUSTAPHA L'KAIHEL... L'HISTOIRE D'UN CHAMPION MAROCAIN QUI DÉFIE L'IMPOSSIBLE EN TRIATHLON. »





« ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC MOHAMED BOULSANE : LES JEUNES ET LES JEUX VIDÉO DANS LA RÉGION DE LAÂYOUNE-SAKIA EL HAMRA. »


الله، الوطن، الملك
By Lodj
iMAG
Spécial
WWW.PRESSPLUS.MA